



Sécurité, Démocratie et Villes : Co-produire les politiques de sécurité

Manifeste 2017

Les villes et régions européennes peuvent légitimement être fières de la qualité de vie et de la sécurité qu'elles offrent. Dans le cadre du projet européen, elles jouissent de la plus longue période de paix qu'ait connue le continent depuis l'Antiquité et de plus, elles sont régulièrement classées comme étant parmi les plus sûres du monde. Pris par nos vicissitudes quotidiennes, nous perdons parfois de vue que les villes européennes offrent aux citoyens des espaces de sécurité, de liberté et de bien-être qui, quoique malheureusement inégalement répartis, demeurent uniques au monde. À une époque où certains courants politiques cherchent à saper l'union des pays européens ou bien préconisent des politiques qui divisent et opposent certains groupes de citoyens à d'autres, nous, villes et régions membres du Forum européen pour la sécurité urbaine (Efus), reconnaissons les bienfaits que la construction européenne a apporté à nos concitoyens.

Cependant, nous sommes également conscients d'un certain nombre de graves défis auxquels sont confrontées les autorités locales européennes, le premier étant la polarisation dans toutes ses manifestations, qui représente un risque majeur pour nos sociétés. D'autres problèmes urgents, qui y sont liés, sont les inégalités sociales et économiques qui affaiblissent la cohésion sociale ; la radicalisation menant à l'extrémisme violent ; des flux migratoires qui nécessitent des réponses beaucoup plus adaptées en termes d'intégration sociale et de services essentiels tels que le logement ou l'éducation, et une population qui vieillit. Comme d'autres problématiques, ces phénomènes se manifestent localement mais sont transnationaux par nature et par conséquent réclament une réponse à l'échelle mondiale.

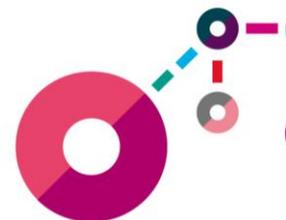
Notre horizon est local, mais il est aussi européen et même plus large dans la mesure où nous défendons une solidarité internationale non seulement entre les villes de l'UE mais aussi avec d'autres régions du monde, en particulier

celles qui sont voisines de l'Europe. Nous partageons et devons développer des références communes et des opportunités d'échange au travers des réseaux formels et informels existants afin de créer une communauté de pratiques et de pensée.

À la lumière de tous ces facteurs, présentés ici à grands traits, notre credo selon lequel la sécurité est un bien commun et une composante fondamentale de la démocratie reste aussi solide aujourd'hui que lors de la création de l'Efus il y a trente ans, en 1987. De même, la validité de la prévention en tant que réponse efficace à la criminalité reste tout autant pertinente. Depuis notre dernier Manifeste, en 2012 (Aubervilliers et Saint-Denis), et compte tenu des multiples facettes de la sécurité et du rôle croissant d'acteurs tels que les entreprises privées de sécurité et les organisations non gouvernementales ou représentant la société civile, la coproduction de la sécurité, qui repose nécessairement sur la prévention, est plus que jamais d'actualité.

Les villes doivent soutenir une approche holistique, ce qui requiert d'adapter les institutions, notamment la police et le système judiciaire, et de former les acteurs afin d'assurer ce type de coproduction de la sécurité urbaine. Cela demande notamment d'adapter les méthodes de travail afin de favoriser le partage et l'échange d'informations et de renforcer la transparence et la responsabilité. Une telle approche doit également donner la priorité à la médiation plutôt qu'à la confrontation ou une judiciarisation excessive.

La coproduction de la sécurité doit nécessairement être fondée sur la participation citoyenne. Nous devons associer les citoyens à toutes les étapes de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques de sécurité, tout en évitant de limiter leur participation à la seule fonction de surveillance. Cela signifie que nous devons donner la priorité aux formes de participation fondées sur des principes de solidarité, et nous assurer que de tels mécanismes de coproduction associent la société civile dans toute sa diversité. Cela demande de se rapprocher de et d'impliquer toutes les catégories d'âge, notamment les jeunes qui doivent être considérés comme des agents de prévention plutôt que simplement la cible des politiques de sécurité et d'investir pour renforcer les relations entre les générations. Par ailleurs, les citoyens doivent également être responsabilisés et assumer la part qui leur revient dans le maintien de leur sécurité en adoptant des



comportements sûrs.

Autonomiser les autorités régionales et locales

Bénéficiant de la confiance des citoyens, de plus en plus reconnues par les décideurs politiques internationaux parce qu'elles sont en première ligne dans la gestion de la sécurité et des crises et qu'elles ont démontré leur capacité à le faire, les autorités locales et régionales n'ont pas aujourd'hui les pouvoirs suffisants afin d'assumer pleinement leur rôle. Ce rôle doit être reconnu dans les textes officiels, les mécanismes de financement et la gouvernance institutionnelle.

Partout en Europe, les structures administratives et politiques locales évoluent vers des entités plus larges telles que les agglomérations urbaines, les métropoles, etc. Compte tenu de la diversité des villes en Europe, cela doit nous conduire à adapter les mécanismes de gouvernance pour garantir la représentativité, la transparence et la légitimité démocratique.

La sécurité, facteur clé de durabilité

L'Efus a longtemps défendu l'idée que la sécurité est un droit humain fondamental mais aussi indispensable pour garantir une qualité de vie urbaine minimum pour les générations futures. Ainsi, la sécurité doit être considérée non seulement comme un droit humain fondamental mais aussi comme une condition *sine qua non* du développement durable.

En 2016, les Nations unies ont adopté 17 objectifs de développement durable (ODD) qui, pour la première fois, incluent explicitement divers aspects de la sécurité urbaine. Il aura fallu beaucoup de temps pour que cette notion émerge dans le débat politique international et l'Efus y a contribué à sa mesure. Il appartient désormais à chaque niveau de gouvernance de mettre en œuvre ces objectifs dans le cadre de leurs politiques de sécurité. Le prisme de la durabilité peut nous aider à trouver un équilibre entre l'immédiateté d'un risque et la nécessité de faire des investissements à long terme pour la société. En tant que telle, lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre du développement social des villes et du capital humain, la prévention est nécessairement le choix le plus rationnel.

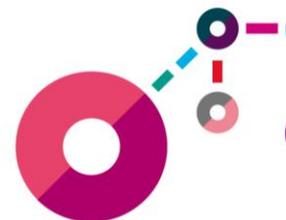
L'alliance indispensable de la sécurité et des droits humains...

La Charte européenne des droits fondamentaux est un cadre qui garantit notre respect d'un ensemble de valeurs et de principes dans des contextes qui évoluent rapidement. Les politiques doivent rester agiles face à des problèmes territoriaux complexes et diversifiés : elles doivent s'appuyer sur un ensemble de documents inaltérables qui constituent une feuille de route. Le respect des droits humains doit être intégré en tant qu'objectif primordial et élément essentiel de toute politique de sécurité, pour tous les types de violence et de criminalité. Notre réponse doit être systématiquement ancrée dans le respect non seulement de l'état de droit, mais aussi des droits humains universels. En d'autres termes, l'universalité des droits humains doit avoir la primauté sur toute circonstance politique temporaire car la sécurité en Europe repose sur le respect et la défense des droits fondamentaux, l'état de droit, la légitimité démocratique et le principe de l'État providence.

Les inégalités sociales et économiques alimentent un ressentiment qui peut dégénérer en violence et en criminalité. Il est donc fondamental que les autorités locales maintiennent et renforcent les politiques visant à réduire les inégalités et à promouvoir l'inclusion sociale.

L'une des manifestations récentes les plus troublantes de ce ressentiment est l'extrémisme violent, qui prend de nombreuses formes et peut provoquer un sentiment d'impuissance chez les autorités publiques. À cet égard, nous considérons qu'il est essentiel que les autorités locales et régionales refusent de laisser la peur dicter leur réponse. Même si l'extrémisme violent peut susciter un sentiment d'urgence chez les décideurs politiques, il faut souligner qu'il ne constitue pas la préoccupation principale des citoyens, pour qui la qualité de vie, la sécurité quotidienne et le sentiment de sécurité, dans leur ville et leur communauté locale, sont plus importants.

Nous reconnaissons que l'inclusivité réelle est un défi compte tenu de la diversité et de la fluidité des populations urbaines (notamment les migrants, les touristes et les usagers de la ville de jour comme de nuit) et d'un certain manque de cohérence entre les politiques locales, nationales et européennes. Notre expérience démontre sans aucun doute que plus les gens sont intégrés socialement et investis dans leur communauté locale, plus ils se sentent en sécurité. Ainsi, plus une ville est inclusive, plus elle est sûre.



Villes résilientes, citoyens résilients

Les attentats terroristes perpétrés dans et contre les villes européennes depuis une dizaine d'années ont révélé à quel point les citoyens et les villes sont résilients. Les citoyens ont relevé le défi en continuant à vivre leur ville et à jouir des caractéristiques urbaines que les extrémistes violents veulent précisément détruire, notamment la diversité culturelle et la liberté de pensée. Cela nous donne beaucoup d'espoir dans notre capacité collective à réagir et à prévenir cette menace de même que d'autres risques. C'est pourquoi les autorités locales et régionales appellent à une approche holistique et optimiste de la sécurité urbaine face à la logique paralysante de la peur. Face aux défis sociaux, économiques et sécuritaires auxquels sont confrontées les villes et les institutions européennes, certains courants politiques défendent la fermeture non seulement de nos frontières mais aussi de nos esprits. En rejetant le fatalisme d'un climat anxieux, nous assumons la responsabilité d'identifier et d'investir dans des domaines où il existe une marge de manœuvre et un potentiel de développement.

Pour des villes et des régions de liberté, de sécurité et de justice

À l'heure où certains citoyens expriment leur méfiance vis-à-vis des instances de gouvernance nationales ou supranationales, tout en exprimant une forte confiance dans leurs instances dirigeantes locales, les villes et régions européennes ont un rôle majeur à jouer dans la conception et la mise en œuvre de politiques de sécurité fondées sur l'équilibre entre prévention, sanction et cohésion sociale. C'est pourquoi nous proposons un certain nombre de recommandations aux autorités locales et régionales européennes qui visent à garantir l'inclusion sociale dans tous les aspects et domaines des politiques de sécurité locale. En outre, afin de renforcer le rôle des collectivités locales et régionales européennes dans ces efforts, nous appelons les institutions européennes à adopter ces orientations et à contribuer à leur mise en œuvre dans toute l'Europe.

Nous, autorités locales et régionales européennes, avons les capacités, les connaissances et les instruments pour assurer la sécurité des citoyens. Dans la mesure où nous sommes, de par notre nature même de gouvernement local, proches des citoyens, nous savons que l'inclusivité est la clé de la

sécurité. C'est dans ce sens que nous nous engageons à œuvrer pour rendre nos villes toujours plus justes, équitables et sûres.



Le manifeste a été adopté à l'occasion de la conférence internationale « Sécurité, Démocratie et Villes » organisée par l'Efus, la Ville de Barcelone et le Gouvernement de Catalogne en Novembre 2017.